



Policiers en colère octobre 2016 Pompiers en colère octobre 2019

Qu'aurions-nous dit si nous avions été gazés et matraqués, il y a 3 ans ?

Ce communiqué ne s'adresse pas aux policiers, qui ont été satisfaits de la gestion de la manifestation de nos 10 000 collègues pompiers à Paris 15 octobre 2019, qui venaient pour défendre leurs conditions de travail, aussi catastrophique que les nôtres.

Ce communiqué s'adresse aux gardiens de la Paix qui nous ont fait remonter avoir eu honte des ordres reçus et de la répression zélée de certains agents de l'ordre, empressés de faire plaisir à leur hiérarchie.

Il y a trois ans nous étions nous aussi devant l'Assemblée Nationale, sans déclaration de manifestation pour défendre nos conditions de travail et subissions le même mépris du ministre de l'Intérieur de l'époque, Bernard Cazeneuve.

Nous dépendons encore aujourd'hui du même ministre, Christophe CASTANER, qui une fois de plus à briller par son absence. S'il avait été à son poste place Beauvau et reçu les pompiers, ces derniers ne seraient jamais allés à l'Assemblée Nationale. Une fois de plus la source des débordements d'hier puise sa source dans l'incompétence de notre ministre commun.

Les pompiers, comme nous il y a trois ans n'avaient pas pour but d'envahir l'Assemblée Nationale, mais être entendus pacifiquement.

Si les pompiers avaient voulu, ils auraient pu prendre à revers les collègues déployés sans cohérence. Si les pompiers voulaient en découdre le Préfet de Police de Paris nous a mis sciemment en danger. D'autant que si les pompiers ne sont pas là, qui aurait évacué nos blessés ?

D'ailleurs sur place les pompiers ont prodigué des soins à une collègue qui avait fait un malaise. Son unité avait tellement confiance, qui l'ont laissée juste avec une autre collègue pour l'accompagner.

Au final les pompiers ont été « nassés » sur le pont reliant l'Assemblée Nationale à la place de la Concorde, prenant de plein fouet canon à eau et gaz lacrymogène sans pouvoir se disperser. Le jeune commissaire a répondu que ses ordres qui viennent d'en haut. Aucun discernement, juste l'application mécanique d'instructions de répression incohérente d'un point de vue opérationnel, d'autant que les gendarmes mobiles gardant l'accès du pont vers place de la Concorde étaient gazés par les policiers d'en face. Demain comment ferons-nous pour intervenir ensemble en nous faisant confiance ?

Finalement quand les gendarmes mobiles décident d'accompagner les manifestants vers le métro le plus proches pour qu'ils puissent se disperser, les policiers reçoivent l'ordre de les charger.

A **VIGI**, nous défendons nos collègues policiers qui veulent garantir les Libertés individuelles, comme celle de manifester et non les réprimer. Nous défendons le sens de nos missions et nos conditions de travail car nous étions présents dans les cortèges de policiers en colère, il y a trois ans, malgré que rien ne fut obtenu à cause d'une énième trahison des syndicats dits représentatifs.

Pendant que notre employeur nous opposait entre nous à l'extérieur pour ne pas donner de crédits supplémentaires à des missions essentielles, les députés votaient à l'intérieur l'augmentation de leur indemnité de logement de 33%.

« Quand dans un royaume il y a plus d'avantage à faire sa cour qu'à faire son devoir, tout est perdu. » Montesquieu